

Mouvement social de la rentrée

→ Action nationale des retraité·e·s

**A l'appel de CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et Solidaires
Pour défendre les pensions, la protection sociale, les services publics
VENDREDI 1^{er} OCTOBRE 2021 : rassemblement à 14h à BERCY devant le ministère**

Les retraité·e·s sont aussi appelé·e·s à se joindre aux manifestations organisées :

→ **Jeudi 23 septembre dans la cadre de l'action unitaire pour défendre et promouvoir l'Éducation**

→ **Mardi 5 octobre, journée d'action interprofessionnelle de 6 organisations dont la FSU**

Éditorial

Alors que la crise sanitaire continue de susciter bien des incertitudes, le Président s'est de nouveau prêté à une intervention autoritaire de division, assortie de menaces de sanctions pour développer la vaccination. L'appel interprofessionnel au 5 octobre réaffirme au contraire la demande de « convaincre et de rassurer » pour élargir et accélérer la vaccination ce qui demande de mettre les moyens nécessaires pour faciliter l'accès aux soins.

Pressé de se redonner une image de « réformateur », le Président Macron maintient le cap de démantèlement des droits et des acquis : réforme de l'assurance-chômage, volonté affirmée d'une réforme des retraites, expérimentation de la suppression des garanties statutaires dans l'affectation des enseignants. Mais malgré les besoins considérables, la loi « grand âge et autonomie » est encore différée.

Les retraité·e·s ont toutes les raisons de se montrer mobilisés contre la poursuite des mauvais coups déjà subis par la hausse de 25% de la CSG à partir de 2 000€ depuis 2018 et la sous-indexation continue des pensions avec 0,4% de « revalorisation » en 2021 face à une inflation de 1,6%. Procès d'intention ? Pas du tout. Un rapport gouvernemental de mai 2021 formule clairement les efforts qui pourraient être demandés aux retraité·e·s : nouvelle augmentation de la CSG, diminution de l'abattement de 10% sur le revenu imposable, sous-indexation des pensions.

Accusé·e·s de s'être enrichie·e·s pendant les confinements et de ne plus être salarié·e·s, les retraité·e·s renvoient aux idéologues malveillants les profits réalisés par les entreprises du CAC 40 grâce à l'argent public versé sans conditions et distribués prioritairement aux actionnaires qui font leur miel de la suppression de l'ISF et de la baisse de l'impôt sur les revenus financiers ; on

peut évoquer aussi les bénéfiques bancaires avant impôt placés dans les paradis fiscaux... Des mesures réalistes existent pour consacrer à la rémunération du travail et aux besoins sociaux tant de richesses.

Les déserts médicaux qui s'étendent, le développement des structures privées sur les ruines du service public hospitalier exigent l'élargissement et la démocratisation de l'accès aux soins.

Les retraité·e·s continuent aussi à porter, à leur place, la défense de la Sécu, pilier de la protection sociale. L'augmentation des emplois et des salaires revendiquée le 5 octobre va déjà dans ce sens : pour 2021 les cotisations supplémentaires issues de la revalorisation des salaires des soignants, pourtant insuffisante, ont été estimées à 2,3 Milliards d'euros. Et on voudrait nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternatives pour financer la Sécu ?

Dans les départements de l'académie se tiennent des réunions intersyndicales pour organiser la mobilisation et examiner les prolongements à donner à l'action du 1^{er} Octobre.

Dans la période où vont être connus puis débattus les projets de lois de finances et de financement de la Sécurité Sociale, les retraité·e·s répondront aux tentatives d'intimidation par l'action qui est appelée à se poursuivre.

*Martine Beaulu-Barlier, Fabienne Bellin,
Anne-Marie Roussel, le 13 septembre 2021*

p.1 : Éditorial

p.2 : Une dynamique collective pour l'action:
le plan de rupture écologique et social

p.3-4 : Bien vivre sa retraite, une exigence !

Sommaire

Une dynamique collective pour l'action : le plan de rupture écologique et social

Fin août est présenté à la presse un plan de rupture construit par des organisations syndicales et associatives dont la diversité est déjà totalement inédite puisqu'on y trouve aussi bien la FSU, la CGT, Solidaires que Attac, Oxfam, Greenpeace France etc.

C'est l'élargissement de la volonté partagée dès janvier 2020 par le collectif « Plus jamais ça » d'ouvrir des alternatives à la faillite d'un modèle économique en proposant une sortie à la crise multiforme qu'il a entraînée. De 8 organisations le collectif est passé à une vingtaine et en un an il a contribué à la création d'une trentaine de collectifs locaux mobilisés par exemple pour le rétablissement de la ligne ferroviaire Perpignan/Rungis, le maintien de l'usine de recyclage de La Chapelle Darblay en Normandie, la reconversion écologique de la raffinerie de Grandpuits menacée par Total...

Répondre à une situation sans précédent

Le gouvernement se saisit de l'état de crise sanitaire pour accélérer le démantèlement de l'État social avec ses conséquences : inégalités, casse des solidarités, précarité et insécurité sociale, réduction des droits et des libertés, atteintes à l'environnement.

Il convient donc de dépasser l'effet de sidération et d'ouvrir des alternatives au désarroi ou à la colère.

Les organisations refusent de laisser les forces réactionnaires enfermer le débat public dans leurs thèmes de prédilection tels que la sécurité et l'immigration.

Et à la veille de nouvelles échéances électorales, les propositions visent à alimenter les débats et les mobilisations pour répondre aux urgences.

Quelle(s) rupture(s) ?

Par rapport à janvier 2020, l'étendue de la crise sanitaire, ses liens avec la crise écologique, économique et politique ne permettent plus de proposer seulement de sortir de la crise. La question de fond est bien de rompre avec la logique du capitalisme néolibéral productiviste et autoritaire qui épuise les ressources naturelles, détruit les emplois, dégrade les conditions de vie et de travail, s'impose par la force voire la violence.

Le concept de « résilience », tel qu'il peut être associé à loi sur le climat par exemple, fait la part belle au « monde d'avant » auquel il invite à s'adapter.

10 objectifs allant des mesures concernant la santé à un plan de transition sociale et écologique pour l'agriculture en passant par le contrôle de la finance, la justice fiscale... déclinent 36 propositions d'action.

Ce travail n'est pas la compilation des revendications de chacune des organisations mais une construction menée dans le débat collectif.

Les organisations se dotent ainsi d'outils permettant de défendre une utilisation des fonds publics à des fins sociales et écologiques (mesures budgétaires, plan de relance annoncé pour octobre).

Les objectifs ?

Faire la démonstration qu'il y a des alternatives au capitalisme dévastateur et que ces alternatives sont désirables, crédibles et réalisables quand la volonté politique et les moyens sont mis au service des transformations sociales.

En articulant des mesures de court et de long terme, l'ambition est de montrer l'ancrage de la démarche dans le réel.

Soumettre ces propositions au débat pour l'action.

Le document commun affirme la volonté de construire un autre avenir : « *L'alliance inédite de nos organisations nationales fait la démonstration concrète que la crise exige un arc de forces uni, seul capable de poser les mesures qui doivent être prises pour bâtir un monde humaniste, solidaire et digne.* »

Martine Beaulu-Barlier, Fabienne Bellin

Pour aller plus loin :

Intégralité de la conférence de presse à Nantes en Août 2021 : <https://vimeo.com/592662760>

Dossier de POUR n° 234 :

https://fsu.fr/portfolio_category/la-revue-pour/





Mobilisation et action

Le 1^{er} octobre 2021

Bien vivre sa retraite, une exigence !

Septembre, octobre, novembre, seront des mois clés pour les retraités. C'est à cette période que se voteront les budgets de la Sécurité sociale et de la loi des finances.

Alors, mobilisons-nous pour satisfaire nos revendications.

Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires

0,4 % d'augmentation au 1^{er} janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires alors que les prix ont augmenté de 1,6 %, le compte n'y est pas !

Ils nous ont spoliés 2 ans sur les pensions et retraites de base et 4,5 ans sur les complémentaires par les reports et le gel des revalorisations.

La valse des étiquettes, mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise d'augmenter la CSG en l'alignant sur celle des actifs, de réduire l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions et retraites.

Augmenter les retraites et pensions en les indexant sur l'évolution du salaire moyen. Pas de retraite inférieure au Smic.

Pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources ni d'âge, améliorées afin de garantir le niveau de vie du conjoint·e survivant et son extension aux couples pacés, concubin·es.

C'est un investissement juste socialement et nécessaire pour l'économie. C'est d'utilité publique pour favoriser la croissance de l'économie dont le pays est en manque alors qu'il en a tant besoin.

Redonner du pouvoir d'achat aux retraités permet le bien vieillir.

Sécurité sociale – santé – autonomie

La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel. Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée que depuis ces dernières années.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire. Les suppressions de 115 000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit les libertés, culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes.

De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants. Ça suffit !

Nous exigeons des centres de santé publics dans tous les territoires pour garantir un accès aux soins solidaire pour tous.

100 000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier.

Nous réaffirmons la nécessité de levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins partout dans le monde tout en étant source de profits inadmissibles.

La santé n'a pas de prix

Les personnes âgées représentent plus de 75 % des décès dus à la Covid-19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

Nous avons besoin d'une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, avec un grand service public de la prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau de l'aide à domicile ou des EHPAD, ainsi que

200 000 embauches dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Des moyens supplémentaires pour notre Sécurité sociale sont indispensables pour financer les besoins de la population à partir des cotisations sociales, ce qui suppose des emplois, des salaires et des pensions corrects. Nous refusons la CSG, les taxes ou impôts divers.

Services publics

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.

L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiements sur l'ensemble du territoire doit donc devenir une priorité de l'État et des collectivités territoriales.

Ce sont bien des services de proximité, avec du personnel en nombre et formé dont nous avons besoin, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un accès pour tous partout.

Le service au public rendu par les commerçants n'est pas du service public.

Le seul accueil par internet n'est pas du service public.

Oui nous voulons une retraite en bonne santé, une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.

**Ma retraite je l'ai gagnée,
mon droit au bien vieillir, je le revendique,
mes revendications je les défends.**

Alors, pour bien vieillir depuis la naissance, toutes et tous dans la rue le 1^{er} octobre avec les organisations CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, Ensemble & solidaires, FGR-FP, LSR.

